

12/2020

Synthèse de l'actualité internationale de décembre 2020

vendredi 1er janvier 2021, par [Axelle DEGANS](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Axelle DEGANS](#), **Synthèse de l'actualité internationale de décembre 2020**,

Diploweb.com : la revue géopolitique, 1er janvier 2021.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Voici une précieuse synthèse de l'actualité internationale de décembre 2020 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, suivent la spécialité #HGGSP voire préparent un concours dans des conditions délicates. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte twitter de veille géopolitique](#) @diploweb (plus de 16 600 followers).

Le sort des urnes

Au Ghana, le président sortant Nana Akufo-Addo a été réélu en décembre 2020 à la magistrature suprême. Son rival John Mahama conteste la probité de ce scrutin. Ce scénario était déjà le même il y a quatre ans lors des dernières élections présidentielles. Les défis de cette nouvelle mandature ne sont pas seulement politiques, mais aussi largement économiques du fait de l'impact de la crise sanitaire.

Sur le front du coronavirus

La pandémie du coronavirus COVID-19 continue sa progression. Elle affecte en décembre 2020 tous les continents, mais plus particulièrement le continent américain avec les Etats-Unis et le Brésil, puis les pays européens. Il est vrai que plus on dispose de tests, plus on mesure l'ampleur du coronavirus.

En Europe, plusieurs pays ont adopté, à la veille des fêtes de fin d'année 2020, des mesures sanitaires de resserrement comme la France, l'Allemagne, l'Italie ou la Suède. Une nouvelle mutation du virus a été identifiée au Royaume-Uni. Elle semble au moins tout aussi contagieuse, mais pas forcément plus mortelle. Plusieurs dizaines de pays interrompent provisoirement leurs liaisons avec le Royaume-Uni.

Courant décembre 2020, le temps des vaccins anti-[COVID-19](#) arrive. Le Royaume-Uni a déjà lancé sa campagne de vaccination, avec le vaccin Pfizer. Les vaccinations étaient précédemment en cours en Chine. Une campagne de vaccination se déroulera dès le premier trimestre 2021, pour les populations vulnérables et à risque dans les pays européens. Elle débutera aussi dans les pays américains, africains et asiatiques. Reste à voir quels vaccins seront utilisés. Une géopolitique du vaccin anti-covid se dessine déjà entre les vaccins américains, chinois, russe et européens.



La violence et les violences djihadistes continuent en Afrique

Le Nigéria est de nouveau le théâtre de l'enlèvement de jeunes dans la partie septentrionale du pays. Plusieurs centaines d'élèves ont été kidnappés en décembre 2020 dans la région de Katsina, près de la frontière du Niger. Cet acte odieux a été revendiqué par le groupe terroriste Boko Haram qui condamne la scolarisation. Ce drame n'est pas sans rappeler celui qui s'est déroulé il y a six années lorsque plusieurs centaines de jeunes filles avaient été enlevées, près de Chibok, et revendues pour une bonne partie d'entre elles comme esclaves par le même groupe djihadiste. Le Nigéria du président Buhari ne parvient toujours pas à assurer la sécurité des populations civiles de la partie nord du pays. Un terrible constat d'échec.

Au Niger, [Boko Haram](#) a assassiné en décembre 2020 plusieurs dizaines de personnes et brûlé plus d'un millier d'habitations à Toumour pour terroriser une population appelée à voter.

Les témoignages de réfugiés du Tigré éthiopien convergent en dénonçant les violences dont ils ont été victimes, les poussant sur le chemin de l'exil. L'armée éthiopienne a repris le contrôle du Tigré au terme d'une guerre assez rapide, mais les leaders du Front de libération du peuple du Tigré (FLTP) n'entendent pas en rester là. La province occidentale du Benishangul est elle aussi le théâtre de violences inter-ethniques qui font au moins une centaine de morts.

[La Centrafrique](#) est déchirée en décembre 2020 par de nouvelles violences inter-ethniques. Les autorités dénoncent la volonté de l'ancien président François Bozizé de vouloir reconquérir le pouvoir par la force, et s'appuient sur des forces militaires et paramilitaires russes et rwandaises pour y faire face. Alors que les rebelles ont pris plusieurs villes centrafricaines, Paris a dépêché trois Mirages pour montrer son soutien à Bangui.

La nouvelle diplomatie chinoise en 2020

Pékin n'est pas parvenu à éviter que l'épidémie du coronavirus ne se transforme en pandémie mondiale. Au printemps 2020, la Chine déploie une « diplomatie du masque » livrant ces précieux auxiliaires dans l'endiguement de la pandémie à nombre de pays qui n'en produisent plus. Délivrants masques, tests voire respirateurs à des pays très reconnaissants en Europe (Italie, Serbie...), en Afrique... Se présentant comme un pays qui combat la pandémie... pour mieux effacer son premier rôle.

Désormais, la Chine développe plus habilement une « diplomatie du vaccin » livrant ses précieuses doses à l'Indonésie, au Maroc, à l'Égypte, à quelques rares privilégiés des émirats pétroliers ou au Mexique. Elle devance ainsi les laboratoires américains et européens sur tous les continents, ou presque. Le vaccin anti-coronavirus COVID-19 est-il une nouvelle arme géopolitique ? Un moyen de s'imposer sur la scène géopolitique face aux Etats-Unis englués en pleine pandémie et en transition entre les présidents Trump et Biden ?

Un nouveau [modèle chinois](#) s'élabore. Une puissance géopolitique qui ne craint pas les États-Unis, une puissance technologique avec son entrée triomphante dans l'aventure spatiale et aujourd'hui dans le domaine pharmaceutique après que de précédents vaccins aient défrayé la chronique. Un pays qui témoigne d'une résilience face à la pandémie et fait preuve d'une grande réactivité économique ; la première à se relever du coronavirus. Celle par qui viendra le salut car les vaccins permettront de vivre avec le coronavirus et de renouer avec la croissance économique ? Superbe tour de passe-passe.

Des tensions économiques en Asie et Océanie

[L'Arabie saoudite](#), ce géant pétrolier, est de nouveau en déficit de près de 80 milliards de dollars ce qui représente 10% de son PIB. La crise sanitaire est à l'origine de la fragilisation de la situation financière de l'Arabie saoudite. Ses finances publiques sont très affectées par la contraction de l'économie mondiale qui provoque une baisse de la demande en pétrole et une baisse des prix des hydrocarbures. La diversification des activités du royaume est plus que jamais nécessaire pour préparer l'après-pétrole, comme la diminution de ses dépenses. L'Arabie saoudite n'est pourtant pas encore à l'heure de l'austérité.

Au Liban, l'enquête suite à [l'explosion qui a soufflé durant l'été 2020 une partie de la ville de Beyrouth](#), provoqué la mort d'environ deux cents personnes et blessé plus cinq mille autres, est dans l'impasse en décembre. Ministres et premier ministre se soustraient à la Justice de leur pays alors qu'ils devaient être entendus dans le cadre de l'enquête. Que reste-t-il des promesses d'E. Macron lors de son déplacement express dans les décombres du port de Beyrouth ?

La Chine mène une guerre commerciale globale. Outre la « diplomatie du masque » puis la « diplomatie du vaccin », Pékin est engagée dans un bras de fer commercial avec Washington qui ne veut pas lui abandonner son leadership géopolitique mondial. Elle en mène un autre avec l'Australie, alliée des Etats-Unis, autre grande économie de cet espace Pacifique et qui a demandé à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) d'enquêter sur les origines du coronavirus, ce qui a très fortement irrité Pékin. La Chine a multiplié les mesures de rétorsion

commerciale contre les produits australiens (céréales, viande...) et vient d'interdire l'importation du charbon, deuxième richesse exportée par Canberra. La Chine veut ainsi fragiliser l'Australie, qui pour se défendre demande un arbitrage à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Elle est par ailleurs au cœur de la mise sur pied d'un Partenariat régional économique global (RCPE) qui englobe quinze pays du Japon à l'Australie en passant par les membres de l'ASEAN, mais pas l'Inde. C'est le retrait des Etats-Unis de Donald Trump du partenariat transpacifique (TPP) qui l'a rendu possible, un coup de maître de Pékin.

Bonus vidéo A. Degans et A. Voy-Gillis Quelle souveraineté économique pour la France du XXIe siècle ?

Outre [la vidéo de la visioconférence](#), vous trouverez ici un résumé réalisé par Jeanne Durieux pour *Diploweb*, validé par les deux conférencières.

Le cyberspace est stratégique

Les États-Unis affrontent en décembre 2020 [une cyberattaque](#) de grande ampleur qui touche les serveurs des organismes gouvernementaux ainsi que de grandes entreprises américaines. Il s'agit d'une attaque très élaborée qui n'est pas à la portée du commun des hackers puisqu'il s'agit d'un logiciel malveillant introduit dans la mise à jour d'un logiciel utilisé par les administrations américaines. Les services de renseignement y voient la main de Moscou. Une polémique enfle au sujet de *l'US Cyber Command* dont l'action a été prise en défaut, peut-être trop concentrée sur la sécurisation des élections présidentielles américaines.

Cette attaque montre la vulnérabilité des organismes politiques et économiques et le caractère hautement stratégique de la sphère cyber. La France dispose des excellents services de l'ANSSI, une référence mondiale, et d'une cyberdéfense - COMCYBER, commandement militaire créé en 2017 - reste à faire de même au niveau européen.

Un déblocage de l'Union européenne ?

Le plan de relance vient enfin d'être adopté en décembre 2020 car la Pologne et la Hongrie ont mis fin à leur politique d'obstruction. Ce plan de 1800 milliards d'euros - dont une partie sera utilisable dès 2021 - pour dynamiser des économies européennes en piètre santé a été l'occasion de mettre à nu les divisions internes à l'UE. Certains pays ne souhaitent pas de dépenses publiques trop importantes car l'endettement croissant obère l'avenir. Ces pays «

frugaux » ont pesé sur la définition du plan, diminué son enveloppe, réorienté et conditionné en partie les dépenses alors que d'autres plaidaient pour une politique plus ambitieuse mais aussi bien plus dispendieuse. Cette ligne de fracture est profonde, mais elle l'est moins que celle révélée au grand jour avec l'opposition de la Pologne et de la Hongrie. Ces pays ne sont pas enclins à accepter un pouvoir fédéral qui les prive d'une partie de leur souveraineté, chèrement et tardivement acquise après la chute du bloc communiste. Ils ne se reconnaissent pas dans les sociétés ouvertes, multiculturelles, pour tout dire « mondialistes » qui caractérisent plutôt l'Europe occidentale ; elles constituent même davantage un anti-modèle pour ces pays. C'est la crise migratoire de 2015 qui a avivé ces fractures. Les pays d'Europe centrale et orientale, moins libéraux que ceux de l'Ouest, sont davantage attachés à leur culture et leur identité, et s'ils participent à la construction économique et commerciale de l'Union, ils ne veulent pas être dans l'obligation d'adopter un modèle sociétal qui n'est pas le leur. Ces fractures sont, en fait, existentielles.

Les négociations pour les relations UE/Royaume-Uni post-Brexit ont été longues et laborieuses. Un accord a finalement été signé dans la douleur, fin décembre 2020. Il permet au Royaume-Uni de quitter [l'Union européenne](#) tout en conservant d'importants liens avec elle. Un accès privilégié au marché unique a été négocié.

Bonus Radio Diploweb. La sécurité économique : un long déni français. Les preuves ?
Dr. A. Degans

[Ecouter cette émission de Radio Diploweb sur le site Anchor](#)

Vers une autonomie européenne ?

Le budget européen 2021-2027 prévoit une enveloppe pour financer des projets industriels communs dans le secteur de l'armement. La somme initiale a été divisée par deux, mais le Fonds européen de défense (FED) a le mérite d'être créé ; il représente moins d'un tiers de l'enveloppe pour Erasmus (le programme de mobilité étudiante) pour la même période. Cette innovation témoigne du nouveau caractère « géopolitique » de la [Commission européenne](#), même si beaucoup de pays membres de l'UE n'en voient pas l'utilité. Cette décision pose la question de la défense européenne et de ses relations avec l'OTAN, donc avec les États-Unis. Les pays atlantistes n'appellent pas de leurs vœux une autonomie stratégique de l'Union, ce vers quoi amène très lentement ce FED. L'élection de J. Biden risque de laisser croire à nombre de pays de l'UE qu'il est possible de tourner la page Trump et de revenir à une garantie de sécurité des États-Unis « comme avant ».

Ce fonds a aussi pour intérêt de fournir des emplois dans l'industrie de l'armement qui est encore un secteur économique important de pays comme la France ou l'Allemagne, d'où le soutien de cette dernière à ce projet d'initiative française. Ainsi, un projet d'eurodrone est à l'étude.

L'Union européenne se positionne face aux GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) plus riches et puissants que certains pays, y compris européens. Il s'agit - avec le *Digital Market Act* (DMA) et le *Digital Service Act* (DSA) - d'empêcher que ces géants du numérique puissent abuser de leur force et de les amener à assumer leurs responsabilités.

De tristes anniversaires

[Les révoltes arabes](#) ont dix ans. En décembre 2010, le jeune Mohamed Bouazizi s'immolait à Sidi Bouzid, au cœur de la Tunisie, déclenchant ce que l'on a un temps nommé [le « printemps arabe »](#). Ces révoltes arabes ont chassé du pouvoir les dictateurs comme Ben Ali (Tunisie), Moubarak (Égypte), au profit d'une fragile transition démocratique (Tunisie). Le bilan, une décennie plus tard, est plus amer en Libye et en Syrie, deux pays ravagés par la guerre civile. Partout, la montée de l'islamisme est une réalité, il croit sur le terreau des désillusions. La corruption, tant dénoncée par ces révoltes de la société civile, reste endémique comme les pouvoirs kleptomane. Les promesses de libéralisation n'ont pas été tenues, dix ans après le début des révoltes. Les frustrations de la jeunesse sont immenses.

En décembre 2020, les accords de Dayton ont vingt-cinq ans. Ils ont été signés sous l'égide des Etats-Unis pour mettre fin à la tragique guerre civile qui a ensanglanté la Yougoslavie dans les années 1990. Ces accords de paix mettent fin aux combats mais au prix d'une partition entre deux entités de la Bosnie Herzégovine non indépendantes mais largement autonomes entre une fédération croato-musulmane et une république serbe de Bosnie, partition qui s'inscrit dans le sillage de la politique d'épuration ethnique au cœur de la guerre civile. Moins de quatre millions de personnes vivent dans ce pays qui n'en est pas vraiment un. Les communautés ne se sont pas pardonné la guerre civile, la corruption reste endémique, les perfusions internationales permettent à cette entité de survivre, mais nombreux sont les jeunes qui choisissent le chemin de l'exil notamment en direction de l'Allemagne.

Israël sort un peu plus de son isolement diplomatique

Les Etats-Unis de Donald Trump ont permis en décembre 2020 la signature des accords d'Abraham débouchant sur une normalisation des relations avec Israël. Seuls l'Égypte puis la Jordanie l'avaient déjà fait, avant que Bahreïn, les Émirats arabes Unis puis le Soudan souscrivent à cet accord. Désormais, le Maroc est le quatrième pays, en 2020, à normaliser ses relations avec l'État hébreu, une réussite diplomatique historique pour Washington. Ces pays entretiennent depuis longtemps des relations commerciales avec Israël, qui est par ailleurs un leader régional dans les hautes technologies, et surtout en cybersécurité. L'isolement était donc bien plus diplomatique qu'économique. Le Soudan n'est plus désormais sur la liste des « États voyous » et reçoit des aides au titre de sa transition démocratique. Les États-Unis reconnaissent la « marocanité » du Sahara occidental en échange de la signature de cet accord. Un Moyen-Orient sur le chemin de la paix ? Mais au prix d'une relégation de la « cause

palestinienne » ?

Les lignes aériennes se réouvrent entre les signataires de ces accords.

Bonus. Masterclass géopolitique. Quels sont les fondamentaux de la puissance ?

Le monde change, tous les jours, peut-être plus vite que jamais, mais la puissance reste. La puissance reste, mais elle change elle aussi, tous les jours, dans ses modalités. Pourtant, il y a des fondamentaux. Lesquels ? C'est ce que vous allez découvrir et comprendre. Ainsi, vous marquerez des points. Des points décisifs à un moment clé.



Bonnes nouvelles

En décembre 2020, [la Grèce](#) est sur le point d'acheter 18 avions Rafale à la France, avec la pérennisation de nombre d'emplois à la clé.

La taxe sur les GAFAs, adoptée par la France, remplit les caisses de l'État de plusieurs centaines de millions d'euros alors que les dépenses publiques s'envolent dans le contexte de crise sanitaire.

Airbus présente en décembre 2020 deux nouveaux modèles d'avion à hydrogène les ZeroE, sans émissions polluantes. Un pas en avant dans la [maîtrise de l'émission des gaz à effet de serre](#) ?

Je vous présente mes meilleurs vœux pour 2021, espérant que cette nouvelle année soit porteuse d'espoirs et de réussite. Elle sera très sûrement hautement géopolitique !

Copyright Décembre 2020-Degans/Diploweb.com

Bonus Diploweb Découvrez la thèse de doctorat d'Axelle Degans "La sécurité économique de la France dans la mondialisation : une stratégie de puissance face aux nouveaux défis du XXIème siècle"

Table des matières de [la thèse disponible par ce lien](#) :

Première partie : Aux sources de la sécurité et de l'intelligence économique

Chapitre 1 : Les matrices idéologiques de la sécurité économique

Chapitre 2 : Un retard français...

Chapitre 3 : Les acteurs de l'intelligence et de la sécurité économiques

Deuxième partie : Les vecteurs de la sécurité économique

Chapitre 1 : Les éléments traditionnels de la sécurité économique

Chapitre 2 : La montée en puissance de vecteurs de plus en plus sophistiqués

Chapitre 3 : Le droit, nouveau champ de la sécurité économique

Troisième partie : La sécurité économique à l'épreuve des faits

Chapitre 1 : La sécurité économique, une nécessité face à la recrudescence des risques de cyberattaque

Chapitre 2 : La mise en œuvre de la sécurité économique

Chapitre 3 : L'Europe, une échelle légitime, efficiente et indispensable

Chapitre 4 : Perspective et prospectives pour la sécurité et l'intelligence économiques en France et en Europe

Plus pour réussir

Extraits du catalogue des livres géopolitiques publiés par *Diploweb* pour la réussite aux concours.

. [Florent Parmentier, Pierre Verluise \(sous la dir.\), "Géopolitique de l'Europe trois décennies après l'ouverture du Rideau de fer", éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Axelle Degans, "La synthèse de l'actualité internationale 2019. Réussite aux concours 2020 !", éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique, éd. Diploweb via Amazon"](#)

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Géopolitique du monde de Trump. La stratégie du chaos ?" éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la RUSSIE et de ses frontières" , éd. Diploweb via Amazon](#)

- . [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. A l'heure du Brexit".](#)
 - . [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force".](#)
 - . [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"](#)
 - . [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#)
 - . [S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"](#)
 - . [L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"](#)
 - . [L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberspace, nouvel espace stratégique"](#)
 - . [G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"](#)
-

P.-S.

Docteure en Géopolitique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Auteure de nombreux ouvrages.